

Intro AG orgas sociaux

21 SEPTEMBRE 2021

Les politiques désastreuses menées depuis plusieurs décennies favorisant le néo-libéralisme et faisant fi des besoins des peuples engendrent des régimes totalitaires un peu partout dans le monde.

Elles accentuent la misère et attisent la haine et la peur de la différence terreaux des parties fascistes et intégristes.

En Afghanistan, en Algérie, au Brésil et dans bien d’autres pays les peuples sont soumis à l’oppression. Ailleurs on assiste à la montée de l’extrême droite.

Extrême droite qui fait le jeu du capital qui le préfère à la montée de l’idéologie communiste. L’histoire l’a démontré, pour le capital, tout vaut mieux que le communisme y compris le fascisme ou bien la pègre. « Tout sauf le Front Populaire »… .

D’ailleurs en France le capital joue le schéma d’un 2ème tour opposant un candidat pro-capitaliste et un candidat d’extrême droite. Ce schéma marche pour lui depuis plusieurs mandats et le risque pris est faible.

En France comme ailleurs, sous fond de pandémie, le capitalisme continue son ascension.

Les peuples tentent désespérément de garder la tête hors de l’eau tandis que le grand patronat, celui des multinationales et des grands groupes se gavent. Il en va pour preuve le montant des dividendes qui s’envolent.

Les laboratoires de recherche qui ont sorti les vaccins contre le coronavirus battent des records de profits et pourtant une partie de la planète en est privé faute de financement. Ceci pose la question de l’accès au soin pour tous et de la veille sanitaire. La demande de levée des brevets au parlement européen a essuyé un refus. Allemand et Français s’entendant pour refuser aux pays pauvres de pouvoir se protéger et préférant faire l’aumône de quelques doses.

La crise sanitaire que nous subissons montre les failles de notre système de santé qui d’année en année, de président en président, depuis des décennies est saccagé par les gouvernements successifs.

A grand coup de suppression de postes, de fermeture de lits la politique néo-libérale a fragilisé nos hôpitaux et rendu l’accès aux soins difficiles. On a tous entendu le manque cruel de lit de réanimation, des malades installés dans les couloirs. Que dire également du manque de protection des soignants à l’hôpital comme à la ville ? Que dire des aides à domicile sans protection prenant le risque d’être contaminé, mais surtout de contaminer les personnes souvent âgées dont elles s’occupent. Les soins qu’elles dispensent et le temps consacré bien souvent réduits par manque de personnel… .

Nos camarades des UGECAM n’ont pas été épargnés et ont eux aussi subi cette politique de destruction qui a conduit pendant la crise aux mêmes difficultés que les soignants des hôpitaux. Soignants appelés à aller travailler même infectés faute de personnel.

Le Ségur de la Santé est une ignominie bien loin des besoins.

Les lits d’hôpitaux ferment encore, aucunes revendications des personnels ne sont entendues.

L’obligation vaccinale votée par l’assemblée nationale détricote le code du travail en ouvrant la voie aux licenciements et les suspensions de contrats vont ajouter de la précarité.

Le président, en monarque absolu, poursuit sa politique de destruction des services publics et du tissu industriel de notre pays passant outre les besoins mis en exergue durant cette pandémie.

Il poursuit également ses réformes, notamment celle de l’assurance chômage qui sera mise en place au 1er octobre. Réforme qui génèrera au mieux la réduction et au pire la suppression de l’allocation des privés d’emploi.

La réforme de la retraite est quant à elle sous le coude du président qui, nul ne peut en douter, la brandira d’un jour à l’autre. Le capital l’a commandé, il faut rallonger l’âge de départ et diminuer les pensions.

Quant au Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale il n’inaugure rien de bon pour l’avenir de notre sécurité sociale et de ses salariés.

Pour faire face à cette politique néo-libérale il est urgent pour nous de lutter. Ce que nous ne manquerons pas de faire :

Le 23 septembre le personnel de l’aide à domicile observera « 24 H sans aide à domicile » pour revendiquer la reconnaissance par la qualification et le salaire de leur métier, mais aussi de meilleures conditions de travail.

Le 1er octobre les retraités seront dans la rue le 1er octobre pour leurs pensions.

Le 5 octobre, journée de grève nationale et intersyndicale « Emploi, Salaire et Protection Sociale ».

Se donner le pouvoir de lutter, c’est construire le rapport de force nécessaire pour faire plier le monstre sacré capitaliste.

Alors il nous faut retrousser les manches car la route est semée d’embûches, mais le pouvoir de la masse est incontestable.

Les militants que nous sommes, disposons d’outils importants permettant la discussion, le partage avec les salariés et la population. Nous sommes forts de nos constats et analyses, de notre connaissance du terrain, qui nous amènent à formuler des propositions.

Il nous faut recréer du collectif et aller à la rencontre des salariés bien sûr, mais nous pouvons également mener des initiatives, des actions dans l’entreprise, mais aussi hors entreprise avec l’ensemble du salariat d’un site, d’une localité, d’un département.

Là aussi nos structures CGT UD et UL sont nos outils d’organisation permettant le travail ensemble.

Il est à noter que tout au long du mois de juin dernier, les personnels des CAF de la région Rhône Alpes se sont mobilisés en observant un débrayage de 55mn 1jr/semaine avec un temps fort national le 29 juin. Le personnel revendiquait du personnel supplémentaire et de meilleures conditions de travail dégradées par la mise en place de la réforme de l’allocation logement.

Partout dans nos organismes, les conditions de travail sont déplorables, les revalorisations salariales inexistantes et le personnel en sous-effectif.

Dans nos organismes, MSA, POLE EMPLOI, UGECAM, URSSAF, CARSAT, CAF et CPAM, la crise sanitaire a conduit à la généralisation du télétravail.

Ce dernier a eu des conséquences importantes sur le collectif de travail et son organisation, mais aussi au sein des syndicats sur leur fonctionnement.

Je ne reviendrai pas ici sur l’ensemble des difficultés rencontrées et vous laisserai en discuter.

Comme je vous laisserai débattre de la vie syndicale essentielle au sein des syndicats qui fait son organisation et son fonctionnement.

Il sera aussi le lieu de discuter des initiatives que nous pourrions prendre ensemble pour porter nos revendications et peser sur les décisions.

Comme de décider ensemble ce que doit être notre union régionale pour répondre aux besoins et être au plus près des syndicats.